

505LM 68012

4757

(1945)

V. D. 4931 : Etablissement d'un pécule

D. 4731 : Augmentation du personnel  
supérieur à partir du 1er février  
1945.-

Application du pécule aux agents hors statut  
les mieux rémunérés

	Note	6.45
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	26.	7.45

Application du pécule aux agents hors statut les mieux rémunérés



MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS  
& DES TRANSPORTS

-----  
Direction Générale des Chemins  
de fer et des Transports  
---

Secrétariat

Paris, le 26 juillet 1945

- C O P I E -

Le Ministre des Travaux Publics  
et des Transports

à M. le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

(+) Copie de cette lettre  
a été distribuée le  
16/7/1945

Monsieur le Président,

Vous m'avez donné connaissance le 9 courant, (+) des dispositions présentées par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. dans sa séance du 4, en vue de fixer à partir du 1er février 1945 les nouvelles conditions de rémunération des fonctionnaires supérieurs de la S.N.C.F. Ces propositions font suite aux décisions antérieurement approuvées par moi en ce qui concerne les salaires du personnel des échelles 1 à 18.

Elles s'inspirent des dispositions adoptées pour les fonctionnaires de l'Etat, les taux de l'élément F de prime de fin d'année étant par ailleurs ramenés aux chiffres de 1938.

Aux fonctionnaires supérieurs il serait fait, de même, application des dispositions prescrites par ma dépêche du 28 février 1945 en ce qui concerne l'aménagement des indemnités de résidence et les réductions ou suppressions d'allocations de zone.

J'ai l'honneur de vous donner mon approbation aux propositions ci-dessus rappelées, étant entendu par ailleurs que vous aurez à appliquer les dispositions prévues par l'article 9 de l'ordonnance du 31 mars 1945 relatives au pécule dès que les modalités d'application de cette mesure étendue au personnel des services concédés auront été précisées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Signé : René MAYER.

Application du pécule aux fonctionnaires  
supérieurs de la S.N.C.F.  
les mieux rémunérés.

---

La S.N.C.F. a proposé de fixer, à partir du 1er février 1945, la rémunération maximum d'un Directeur de région ou d'un service central placé au dernier échelon de l'échelle M et bénéficiant de la gratification de fin d'année maximum à l'indice 3 (indice admis pour les fonctionnaires de l'Etat), par rapport à la rémunération fixée le 1er janvier 1938 lors de la création de la S.N.C.F., c'est-à-dire à 675.000 Fr se décomposant comme suit :

- traitement maximum ..... 150.000 x 3 = 450.000 Fr
- gratifications maximum (50 % du traitement) 75.000 x 3 = 225.000 Fr

Dans l'hypothèse où le pécule serait applicable, non seulement au traitement, mais à la gratification, la somme susceptible d'être mise en pécule serait fixée par application de la règle générale prévue à l'article 8 de l'ordonnance du 6 janvier 1945 à :

- 230.000 Fr pour les Directeurs n'ayant pas d'enfant à charge,
- 172.500 Fr pour les Directeurs ayant 1 enfant à charge,
- 126.500 Fr pour les Directeurs ayant 3 enfants à charge.

Il est toutefois prévu que l'application du pécule ne doit pas avoir pour effet de ramener le montant global des sommes effectivement perçues au titre, non seulement du traitement, mais de ses différences accessoires, y compris les avantages familiaux, au-dessous des émoluments attribués antérieurement au 1er février 1945.

Cette règle de maintien de la rémunération ancienne conduira, dans l'hypothèse vraisemblable où elle s'appliquera à la rémunération nette (c'est-à-dire après déduction des retenues pour la retraite et pour la Caisse de Prévoyance qui se trouvent plus que doublées par suite de l'incorporation de l'indemnité spéciale temporaire dans le traitement et de l'augmentation du traitement), à réduire les sommes susceptibles d'être mises en pécule de :

- 230.000 Fr à 148.770 Fr pour les Directeurs n'ayant pas d'enfant à charge,
- 172.500 Fr à 156.618 Fr pour les Directeurs ayant 1 enfant à charge,

Les intéressés ne bénéficieront donc d'aucune augmentation de rémunération.

...

Pour les Directeurs ayant 3 enfants à charge, la règle du maintien de la rémunération antérieure permettrait de mettre en pécule 159.850 Fr. Cette règle ne jouera pas, le pécule étant fixé pour eux, par application de la règle générale, à 126.500 Fr.

---



Application du pécule à l'échelle M maximum  
(hypothèse 675.000)

(dernier échelon, gratification maximum)

Aux termes de l'article 8 de l'ordonnance du 6 janvier 1945, l'application du pécule ne doit pas avoir pour effet de ramener le montant global des sommes effectivement <sup>perçues</sup> par les fonctionnaires au titre du traitement, des allocations de caractère familial et, éventuellement, des indemnités et allocations ..... au-dessous des émoluments anciens dont les fonctionnaires bénéficiaient.

Ce texte est susceptible de plusieurs interprétations, suivant que l'on entend maintenir :

- la rémunération brute,
- la rémunération nette, déduction faite des retenues pour la retraite et pour la Caisse de Prévoyance, mais avant la perception de l'impôt,
- la rémunération nette, déduction faite des retenues pour la retraite et pour la Caisse de Prévoyance et pour l'impôt.

La première de ces interprétations serait la plus stricte *car la retenue pour la retraite est fortement augmentée au 1.2.45*

La dernière serait pratiquement inapplicable, car la somme à pécuniser devrait être déterminée par approximations successives.

Dans ces conditions, nous avons admis la seconde interprétation *qui aboutit à des résultats très voisins de la dernière*

~~Dans ces conditions~~, Les rémunérations nettes (1) globales (2) à comparer pour établir le montant maximum des sommes susceptibles d'être pécunisées en vertu de la règle du maintien des émoluments antérieurs seraient les suivantes :

- a) après le 1.2.45
- b) avant le 1.2.45

0 enf.	1 enf.	3 enf.
655.344	674.172	719.628
506.574	517.554	559.770

...

- (1) déduction faite des retenues pour la retraite et la Caisse de Prévoyance, mais avant toute retenue pour l'impôt ou pour le pécule.
- (2) on tient compte de tous les éléments de rémunération : traitement, gratifications de fin d'année, indemnité de résidence et avantages familiaux.

Montant maximum des sommes susceptibles d'être pécunialisées :

- en vertu de la règle du maintien des émoluments antérieurs (différence ~~a - b~~ - - - - -
- en vertu de la règle générale - - - - -

0 enf.	1 enf.	3 enf.
148.770	156.618	159.858
230.000	172.500	126.500
148.770	156.618	126.500

Sommes effectivement pécunialisées (la plus faible des 2 sommes ci-dessus)

On voit que pour 0 et 1 enfant, c'est la règle du maintien des émoluments antérieurs qui jouera; pour 3 enfants, le pécule jouera à plein.

La nouvelle rémunération nette au 1er février 1945 s'établira comme suit :

~~La~~ rémunération nette, sera alors :

~~Total A~~ (imposable avant retenue du pécule (~~voir § B~~) - - - - -

Sommes effectivement pécunialisées - - - - -

Reste :

Impôt sur les salaires (abstraction faite des sommes pécunialisées)

Reste :

Allocation familiale

Rémunération nette au 1.2.45

Rémunération nette avant le 1.2.45

0 enf.	1 enf.	3 enf.
655.344	664.632	664.632
-148.770	-156.618	-126.500
506.574	508.014	538.132
- 77.696	- 75.936	- 75.752
428.878	432.078	462.380
	9.540	54.996
428.878	447.618	517.376
429.768	442.748	489.964



Si l'impôt sur les salaires relatif aux sommes pécunies est  
 ramené à son compte de pécunies cette règle  
 conduira à maintenir la répartition de l'impôt  
 sur les salaires et cela paraît logique.

Dans ces conditions les rémunérations nettes à  
 comparer pour établir le montant maximum des  
 sommes susceptibles d'être pécunies en vertu de la  
 règle de maintien des encadrements antérieurs sont  
 les rémunérations nettes avant retenue de l'impôt  
 qui figurent sous les rubriques "Total A" des

à 1° et 2° B

	0 enfant	1 enfant	3 enfants
Rémunération globale nette avant retenue de l'impôt de pécunies			
1/2) après le 1. 2. 45 (Total A 21)	655 344	674 772	729 628
1/2) avant le 1. 2. 45 (Total A 22B)	506 574	517 554	559 770
Montant maximum des sommes susceptibles d'être pécunies : (différence)	148 770	156 678	159 858
p - en vertu de la règle de maintien des encadrements antérieurs (différence 1-2)	148 770	156 678	159 858
- en vertu de la règle générale	230 000	772 500	126 500
Sommes effectivement pécunies (la plus faible des 2 sommes ci-dessus)	148 770	156 678	126 500
la Rémunération nette sera alors :			
Total A (Total B) impôts nets retenus de pécunies (U. 1 et B)	655 344	664 632	664 632
sommes effectivement pécunies reste	506 574	508 074	538 132
impôt sur les salaires (abstra- tion faite des sommes pécunies)	148 770	156 678	126 500
reste	357 804	351 396	411 632
allocation familiale	428 878	432 078	462 380
Rémunération nette avant le 1. 2. 45	428 878	447 678	577 326
Rémunération nette avant le 1/2/45	429 768	442 748	489 964

## Application du Principe à l'échelle M. Maxime (demande de la gratification Maxime)

1/ Rémunération annuelle avant le 1/2/45

a/ éléments impossibles

Tantum	224 800
indemnité spéciale Temporaire	100 800
gratification	185 000
indemnité de Rémunération	9 289
retenue pour la retraite	- 2 850
retenue pour la cum. de Pensions	- 1 704
total impossible	500 934

	0 enfant	1 enfant	3 enfants
total impossible	500 934	500 934	500 934
b/ éléments non impossibles			
allocation de zone	5 640	7 080	9 960
allocations familiales	-	9 540	48 876
Total A	506 574	517 554	559 770
c/ impôt sur les salaires (Général au 1. 2. 45)	- 76 806	74 806	69 806
Rémunération nette avant le 1/2/45	429 768	442 748	489 964



2) Rémunération postérieurement au 1.2.45  
(hypothèse 675.000)

afilié aux impossibles

T 450.000  
G 225.000  
675.000

A) Sommes à Péculer

Si il y a pas d'enfant la somme à péculer  
est obtenue ainsi

20% de 100 = 150 → 10.000  
25% 150 = 200 → 12.500  
35% 200 = 300 → 30.000  
40% 300 = 400 → 40.000  
50% 400 = 675 → 137.500

zero enfant → 230.000

un enfant (obtiennent 25% → 172.500)

trois enfants (obtiennent 45% → 126.500)

B) Rémunération s'il n'y avait pas de Péculer

a) Element impossibles

Traitement 450.000  
gratification 225.000  
indemnité de résidence 9.288  
(seul pour le Mari sans enfant)

retenue pour la retraite - 18.000  
retenue pour la Caisse de Pensions - 1.656

Total impossible 664.632

Total impossible  
b) Elements non impossibles

allocations familiales

Total A

c) Impôt sur les salaires

Rémunération nette

Rémunération nette avant le 1/2/45  
au pourcentage { en argent  
en %

0 enfant	1 enfant	3 enfants
655.344	664.632	664.632
	9540	54.996
655.344	674.172	719.628
- 107.587	- 100.992	- 95.992
553.833	573.180	623.636
429.768	442.748	489.964
124.065	130.432	133.672
28.92	29.42	22.22

C B) Rémunération dans l'hypothèse ou le Péculer  
serait appliqué sans tenir compte de la règle  
en vertu de laquelle l'ancienne rémunération  
est maintenue

Total impossible avant  
retenue du péculer (Voir 3 B)

retenue pour péculer

Rémunération effectivement  
payée à l'impôt de l'impôt

allocations familiales

Total A

impôt sur les salaires (obstruction  
faite de l'impôt relatif aux sommes  
pécuniaires qui sera déduit  
du péculer ?)

Rémunération nette

Rémunération nette avant  
le 1/2/45

au pourcentage { en argent  
en %

0 enfant	1 enfant	3 enfants
655.344	664.632	664.632
- 230.000	- 172.500	- 126.500
425.344	492.132	538.132
	9540	54.996
425.344	501.672	593.128
64.704	73.392	75.752
360.640	428.280	517.376
429.768	442.748	489.964
- 69.128	- 14.468	+ 27.472
- 762	- 3262	+ 5,62

D) Application de la règle de l'entretien de la  
rémunération antérieure.

Aux termes de l'article 8 de l'ordonnance du 5/7/45  
l'application du péculer ne doit pas avoir pour effet de  
ramener le montant global des sommes effectivement  
perçues par le fonctionnaire au titre de la retraite, des  
allocations de caractère familial et éventuellement des  
indemnités et allocations... au-dessous des impositions  
anciennes dont le fonctionnaire se bénéficiait....

les termes "effectivement perçues" permettant de  
penser qu'on entend maintenir la rémunération  
nette c-à-d déduction faite de la retenue pour la  
retraite (qui augmente forcément) et de la retenue  
pour la caisse de pensions.

S'il en est bien ainsi et dans l'hypothèse ou  
les sommes pécuniaires ne feraient pas l'objet d'une